

Disparus de guerre

de Nada MERHI

Nour Hanna : Je n'abandonnerai pas le dossier de Gergi, je réclame la vérité

Le sort de milliers de Libanais – et de ressortissants arabes – disparus durant la guerre civile et la période qui l'a suivie sous la tutelle syrienne au Liban reste inconnu. Pour que ce dossier vienne de plus de trente ans ne reste pas occulté et relégué aux oubliettes, « L'Orient-Le Jour » relatera chaque semaine le témoignage d'un parent en quête de la vérité sur le sort d'un disparu.

Beyrouth-Ouest, Tallet el-Khayat, 1985. Gergi Malek Hanna, détenu d'un docteur en informatique et professeur à l'Université libanaise, rentre de son travail. Arrivé à proximité de Canal 7, à Tallet el-Khayat, des inconnus l'abandonnent. « Ils laissent sa secrétaire partir, l'enlèvent et prennent sa voiture, raconte Nour Hanna, sa belle-sœur. Au début, nous avons pensé qu'il a été enlevé pour des motifs financiers. Il venait d'encasser son salaire. Puis, nous avons cru qu'ils l'ont fait parce qu'il était chrétien. Nous n'avons jamais su la cause réelle. »



Nour Hanna s'occupe depuis 1985 du dossier de son beau-frère, Gergi Hanna, enlevé à Beyrouth-Ouest.

Pendant dix années, la famille de Gergi Hanna est restée sans aucune nouvelle. « Puis nous avons su par un ancien détenu irakien qu'il était à la section de Palestine, se souvient Nour. Au début, nous n'avons pas cru parce que nous avons été victimes de plusieurs escrocs qui nous avaient promis de ramener Gergi. Évidemment, ils nous ont soutiré de l'argent et nous attendions toujours des nouvelles de Gergi. » Pour s'assurer de la nouvelle, Nour Hanna a été en Syrie. « J'ai pu le faire, mais je n'ai pas pu le rencontrer. C'était la seule info que nous avons pu avoir sur Gergi. Aujourd'hui, nous ignorons s'il est toujours en vie. Nous ne nous attendons pas à ce qu'il le soit après toutes ces années. Toutefois, je ne lâcherai pas le dossier. Je réclame la vérité. S'il est mort, qu'ils nous restituent ses restes. Nous ne pouvons plus vivre dans cette incertitude. C'est l'enfer. » Gergi Hanna avait 43 ans le jour où il a été enlevé. Il était rentré au Liban

depuis huit ans avec sa femme, une Allemande, et ses deux filles. « L'aînée avait obtenu une bourse et poursuivait ses études en Grèce, poursuit Nour Hanna, mère de quatre enfants, deux garçons et deux filles. Lorsque l'université a arrêté de verser son salaire, sa femme a décidé de rentrer avec les filles en Allemagne. Elle ne pouvait pas travailler au Liban et subvenir par conséquent aux besoins de sa famille. Gergi n'a qu'un seul frère, mon mari. Comme ce dernier avait à sa charge en plus ses parents, je me suis occupée du dossier. » Nour Hanna avait deux enfants, une fille et un garçon, lorsque son beau-frère a été enlevé. « J'étais enceinte de ma deuxième fille, note-t-elle. L'ambiance à la maison était tragique. De plus, mes beaux-parents n'allaient pas bien. Pour pouvoir m'occuper d'eux et suivre le dossier, j'ai dû mettre mes deux enfants en pension dans une école à Ajloutoun. Mes beaux-parents sont décédés cinq années après la disparition de Gergi, à trois mois d'intervalle. En 1990, lors des évé-

nements, j'ai ramené mes enfants à la maison. Puis j'ai dû les mettre dans des écoles publiques. » Qu'en est-il de la famille de Gergi ? « Sa femme et ses filles viennent chaque année au Liban, précise Nour Hanna. Elles savent que je ne lâche pas le dossier et me demandent toujours des nouvelles. Gergi avait vécu douze années en Allemagne avant de rentrer au Liban et avait refusé la nationalité allemande. » Étouffant un sanglot, Nour Hanna balaise du regard la tente dressée dans le jardin Gibran

Khalil Gibran, place Riad el-Solh. « Vous savez, nous étions quatre à avoir entamé ce sit-in le 11 avril 2005, dit-elle : Ghazi Aad (porte-parole de Solide), Sonia Eid (dont le fils fait partie des soldats disparus le 13 octobre 1990, après l'entrée des troupes syriennes dans la zone est du pays), Violette Nassif (le corps de son fils a été retrouvé dans la fosse commune de Yarz en 2005. Violette avait à plusieurs reprises affirmé avoir vu son fils, soldat ayant disparu le 13 octobre 1990, dans une prison syrienne en 1991) et moi-même. Au début, nous dormions sur les bancs dans le jardin. Nous n'avons même pas une tente. Les premiers jours, nous avons même observé une grève de la faim. Sept ans plus tard, nous nous retrouvons toujours à la case de départ. Toutefois, nous sommes prêts à consentir encore plus de sacrifices, pourvu que nous connaissions la vérité. Après toutes ces années de souffrance et d'incertitude, nous ne pouvons pas nous résigner. Nous avons droit à la vérité. »

L'APEG fête ses 15 ans et conserve le même objectif

May MAKAREM

Fondée par un groupe de cliniciens, l'Association pour la protection de l'enfant de la guerre, présidée par Myrna Gannagé – qui s'est vue décerner le prix des droits de l'homme de la République française en 2008 et le prix 2011 de la Fondation CMA CGM attribué chaque année à une association pour son action humanitaire – dresse son bilan pour marquer ses quinze années d'engagement auprès des patients traumatisés par les guerres, les sévices sexuels et la maltraitance... Cela en présence du père du concept de « la résilience » Boris Cyrulnic, venu pour l'occasion.

Au cours d'un colloque tenu à l'hôtel Monroie en présence de l'ambassadeur de France, Denis Pietton, du directeur général du ministère de la Santé, Walid Ammar, du psychiatre, neurologue et éthologue, de renommée mondiale, Boris Cyrulnic, du professeur de psychologie et de psychopathologie à l'USJ, Mounir Chamoun, de la représentante de la Fondation CMA CGM, Sara Salem, et d'un certain nombre de cliniciens et de responsables d'institutions sociales, les responsables de l'Association pour la protection de l'enfant de la guerre (APEG) ont exposé le bilan de quinze années d'efforts pour atténuer la souffrance psychique des patients et évoqué les multiples problèmes rencontrés dans la pratique. « À l'APEG, nous tentons chaque jour de forcer le destin, c'est-à-dire d'empêcher la stigmatisation des patients et de leur famille ; de batailler pour que leurs droits ne soient pas spoliés dans les institutions, à savoir les écoles, les orphelinats, les prisons, les hôpitaux psychiatriques ; de nous révolter avec les adolescents victimes de maltraitance, présentant des troubles du comportement, emprisonnées faute d'institutions pouvant les accueillir ; de nous battre chaque jour auprès des organismes publics pour que ces adolescents puissent retrouver leur liberté. Forcer le destin, c'est œuvrer aussi à la mise en place d'une législation qui protégerait les professionnels toujours menacés quand ils travaillent dans le secteur de la maltraitance », a souligné Myrna Gannagé, présidente de l'APEG.

Fondée en 1996 par une équipe pluridisciplinaire composée de trois psychiatres et six psychologues au lendemain de l'opération israélienne « Raines de la colère », l'APEG a implanté des centres médico-psychologiques à Beyrouth, Tyr, Nabatieh, Marjeyoun, Tripoli et Zahlé, puis à Baalbeck, au lendemain de la guerre de juillet 2006. Elle compte à son actif plus de 42 500 consultations gratuites. Si à l'origine, elle a été créée pour venir en aide aux enfants victimes directes des bombardements, « elle accueille aujourd'hui des personnes de toutes les tranches d'âge, présentant toutes sortes de pathologies », a encore souligné Myrna Gannagé.

Après avoir donné un aperçu de la neurobiologie du PTSD, de la dépression et de la génétique de la résilience, le psychiatre Sassine a signalé que 50,8 % des traitements proposés aux patients sont « non pharmacologiques ». Ainsi, les stratégies d'intervention s'articulent de préférence autour d'un suivi psychologique, d'une psychothérapie, d'une orthophonie, de conseils éducatifs, de la formation de groupes d'expression, des consultations parents/enfants et d'un suivi social.

Désordres psychiatriques résultant des drames

Le psychiatre Élio Sassine, vice-président de l'association, a présenté le bilan clinique et épidémiologique. En gros, 28,8 % des enfants et adolescents traités présentent des problèmes scolaires ; 18,5 % des troubles anxieux ; 17,6 % des troubles de l'humeur ; 6,6 % des troubles du langage ; 4,9 % du retard mental ; 4,5 % de l'énurésie ou encoprie ; 4,3 % des troubles psychotiques (schizophrénie, paranoïa et psychose infantile) ; le reste montre des troubles du comportement, un déficit de l'attention et de l'hyperactivité.

Il relève uniquement 0,4 % de cas de toxicomanie. « Les troubles psychiques liés à la guerre sont les troubles de l'humeur (épisode dépressif) et des traumatismes aigus dus à l'angoisse de séparation et à un état de stress post-traumatique (PTSD) », a indiqué le Dr Sassine, expliquant que « le PTSD est un état morbide survenu au décours d'un événement exceptionnellement violent, capable de provoquer de la détresse et durant lequel l'intégrité physique et/ou psychologique du patient et/ou de son entourage a été menacé ou atteint (...) Le sujet éprouve alors une peur intense, un sentiment d'impuissance et d'horreur (...) Il revit de façon obsédante l'événement traumatisant (pensées, flash-back, rêves, cauchemars), se replie



Élio Sassine présentant le bilan clinique et épidémiologique.

sur lui-même et souffre d'agitation, d'angoisse, de troubles du sommeil, de difficultés de concentration, de réaction de sursaut exagéré ». Et c'est à Tyr, en raison des bombardements de Cana, que le pourcentage de PTSD est le plus élevé : 8,58 % sur les 20,3 % de cas de troubles anxieux. À Nabatieh, il est de 2,9 % sur les 19,5 % ; et 0,65 % (sur les 13,7 %) à Beyrouth. En résumé, « pour un cas de PTSD à Beyrouth, il y a quatre à Nabatieh et 13 à Tyr ».

Quant aux traitements pharmacologiques, ils comprennent plusieurs catégories : les antidépresseurs ISRS dans 16 % de cas ; les antidépresseurs Tricycliques (15,5 %), les neuroleptiques (9 %), sans compter les autres anxiolytiques et les thymorégulateurs. L'urgence de secourir est si grande que l'association reste aussi déterminée qu'obstinée à assurer le fonctionnement de tous ses centres, et ce malgré « les carences de l'État et le souci permanent de financement ».

De la barbarie de la guerre aux faits divers de la maltraitance

La vignette clinique, présentée par Myrna Gannagé, illustre bien le fonctionnement psychique des patients traumatisés. Lors des bombardements israéliens de Cana, en juillet 2006, Ali, âgé de 4 ans, voit sa sœur Zeinab mourir, son père gravement blessé et les cadavres joncher le terrain. Quinze jours après la tragédie, la psychologue rencontre l'enfant et ses parents. Durant l'entretien, Ali s'exprime facilement. Il affirme bien dormir et ne jamais être triste. Il dessine une maison, des tanks israéliens, des « hommes de la Résistance libanaise » qui tuent l'ennemi. Selon lui, sa sœur est au paradis et il ne souhaite qu'une seule chose : mourir pour la rejoindre le plus rapidement possible », raconte Gannagé, ajoutant que le petit ne présentait aucun symptôme sur le plan clinique. Trois mois après, son enseignante à l'école assure qu'il s'agit d'un excellent élève » et

qu'« elle n'avait pas constaté que la guerre avait des effets négatifs sur le fonctionnement psychique des enfants. Il y a deux ans, Ali et sa mère sont revenus voir la psychologue au centre médico-psychologique à Tyr ». Il se plaignait de douleurs abdominales sans aucune cause organique. Durant la consultation, il était très agité ; il cassait les objets ou déchirait les dessins des enfants accrochés au mur. Il évoquait ses peurs : peur d'être seul, peur qu'on tue ses parents comme on a tué sa sœur. La mère, quant à elle, présentait une angoisse de séparation importante associée à des symptômes dépressifs. « La décharge dans l'action constitue une particularité du fonctionnement de Ali. Elle masque un éprouvé trop violent, source de maux dangeux, et permet d'évacuer hors du psychisme une réalité impensable. Le déni chez cet enfant ne pouvait se maintenir qu'accompagné d'une fuite motrice pour lutter contre la douleur mentale insupportable », relève Gannagé, avant d'ajouter qu'une thérapie mérenfant leur a permis de verbaliser leurs angoisses et d'entreprendre le deuil de Zeinab.

De la barbarie de la guerre aux faits divers de la violence familiale et des institutions scolaires, l'enfant est confronté à tout genre de cruauté. Et souvent, le thérapeute ne peut se contenter de l'intervention classique. Aussi pour aider ces sujets traumatisés à « se reconstruire », faut-il solliciter les différents acteurs qui les entourent et leur faire prendre conscience de l'importance d'un itinéraire de résilience.

« Jean-Pierre Pourtois et Huguette Desmets, professeurs à l'Université de Mons, fixent les critères qui permettent de distinguer les institutions de résilience : l'autorisation de la créativité, le respect de la temporalité du sujet et le questionnement des procédures que l'institution produit. Il est important que les procédures ne fassent jamais l'objet d'une application routinière comme c'est le cas dans les



Au premier rang à droite, la présidente de l'APEG Myrna Gannagé et l'ambassadeur Pietton.

structures sociales d'aide traditionnelles », indique la spécialiste, faisant observer que le « travail de copensée » s'est révélé fructueux dans le partenariat de l'APEG avec certaines institutions, comme la prison des filles mineures de Dahr el-Bachek où sa collègue Jacqueline Saad a suivi 70 filles, effectuant ainsi « 1 152 consultations dans le centre de détention ».

Les réunions régulières avec le personnel pénitentier ont permis de saisir l'importance pour ces filles d'établir un lien positif avec leur environnement proche et d'être accompagnées dans un développement résilient si celui-ci est possible. « Toutefois, là où le bât blesse, c'est lorsque le lien social n'est plus possible, lorsque, comme le dit André Green, le rôle structurant et organisateur de l'autre se perd. C'est le cas de beaucoup de nos patients (...) Il régit chez ces sujets une impression profonde d'inaccomplissement au sein de la communauté humaine et la conviction de ne plus pouvoir s'y intégrer. La haine à l'égard de la culture envahit le champ psychique », souligne Gannagé, mettant en exergue le problème de la « déliaison sociale ».

Quelques chiffres

Cinq centres médo-psychologiques (CPM) à travers le Liban. Plus de 42 500 consultations psychiatriques et psychologiques. Toutes pathologies. Trauma aigu – PTSD. Stress chronique – dépression et autres. Gratuité des soins. Pour abus sexuels, 150 expertises juridiques. Visites aux écoles : plus de 6 500 élèves approchés.

Les assistantes sociales ont rendu 700 visites à domicile. Un à deux événements récréatifs sont organisés par an. Formation de trois à quatre stagiaires par an. Tranches d'âge traitées : 41 % sont des enfants, 23 % des ados et 36 % des adultes, dont 6 % ont plus de 50 ans. Apolitiques et confessionnels. Carence de l'État... Souci permanent de financement.

Opinion

Un jeu dangereux

Il y a quelque temps, nos chaînes de télévision avaient lancé une campagne destinée à sauver la musée national, menacé d'être victime d'une inondation. Cette initiative est fort louable, d'autant plus qu'il s'agit de venir en aide à un bâtiment dans lequel sont rassemblées toutes les pièces qui représentent le plus grand intérêt historique de notre pays. Cependant, et dans ce même cadre, je suggère qu'une campagne similaire soit lancée en faveur du Liban qui court le risque de couler avec toute sa « cargaison » sous les coups de boutoirs des 8 et 14.

Entre ces deux « calamités », les tiraillements ont atteint le point de non-retour, car l'enjeu est de taille et la lutte féroce. Les uns ne peuvent tolérer la perte de ce qu'ils considèrent comme un bien qu'il faut absolument récupérer, en partant du fameux principe « la fin justifie les moyens » ; les autres s'emploient à défendre ce « butin », arraché à leurs adversaires par le biais de ce que ces derniers ne cessent de qualifier de « coup d'État ».

Dans les pays civilisés, les rivalités politiques s'arrêtent à la limite de l'indécence pour s'insérer dans un contexte démocratique, avec pour toile de fond l'intérêt supérieur de la nation. Dans ce pays génétiquement défectueux, il existe un lien très étroit entre le pouvoir et l'intérêt personnel, surtout « the money ». Donc nos politiciens, motivés par l'appât du gain et les avantages du pouvoir, n'hésitent pas à arracher au citoyen ce qu'il a de mieux (sa tranquillité), en échange de ce qu'ils ont de pire, tels que dettes, chômage, immigration, fanatisme, taxes, haine, rancune, jalousie, men-songes, incompétence, four-

beries, pour ne pas dire plus. Dans ce contexte, la jalousie constitue le principal vecteur de tous ces syndromes, étant par définition un sentiment mauvais qu'on éprouve en voyant un autre jouir d'un avantage qu'on ne possède pas ou qu'on ne possède plus. Donc les uns, prétendument lésés dans leurs droits qu'ils considèrent avoir hérités de leurs arrière-grands-pères et poussés par la jalousie, trouvent dans certains médias la force de frappe la plus efficace pour saper la crédibilité de l'autre à travers des campagnes de dénigrement et des procès d'intention souvent infondés et imprégnés de fanatisme religieux. Les autres, ne voulant pas être en reste, n'hésitent pas à riposter. À ce niveau, les deux se valent. N'ayant pas réussi jusque-là à extirper les racines de ce fléau pathologique appelé « confessionnalisme », qui gangrène notre société, nos politiciens atteints de ce mal deviennent incapables de discerner clairement les objectifs de leur véritable mission pour laquelle un jugement clair, calme et lucide est indispensable. Nous avons dans la classe politique actuelle (n'en déplaise à beaucoup) certains éléments de mauvaise qualité. Leur passé en témoignage et nous les connaissons assez pour être en mesure d'émettre une opinion aussi négative sur eux. Sortis de l'anonymat par je ne sais quel mauvais vent, ils ont réussi à se tailler une place de choix au sein d'une caste politique qui a érigé le clientélisme, la corruption, le fanatisme et la dilapidation des deniers publics en système de gouvernance. Leur mission consiste à s'opposer à tout projet de réforme pouvant modifier ou apporter

un changement quelconque à la vie du citoyen. Ces « fromagistes » sont les plus virulents dans leurs discours éphémériques, creux et haineux, à un moment où le pays court le risque de se voir emporter par la vague de violence qui souffle sur la région, baptisée de surcroît « printemps arabe » ou « révolution » alors qu'elle n'a de ce « printemps » que des cadavres déchiétés et des destructions de villes entières, faisant ainsi le bonheur et le « printemps » des chercheurs de trésors, déjà sur le terrain, calculatrice en main.

À mon modeste avis, lorsqu'on parle de révolution cela comporte un ensemble d'événements menés par des groupes endoctrinés, aux idées bien claires qui doivent conduire à des renversements et des transformations radicales dans les sociétés humaines et dans l'histoire, à l'instar de la révolution industrielle du XIXe siècle, la Révolution culturelle chinoise de 1965 à 1968, la Révolution française de 1789, la Révolution russe de 1917, etc. Il suffit de regarder objectivement ce qui se passe autour de nous pour nous rendre compte que ces événements ne représentent que des soulèvements populaires ou des « intifadas » à plusieurs têtes, manipulées et financées par des puissances qui ont tout intérêt à changer la face de cette région pour des objectifs bien déterminés : le pétrole et l'omniprésence d'Israël. Nous ne pouvons qu'être pour le renversement de tous ces régimes autocratiques, corrompus et véreux, usés par les années de pouvoir, et pour l'avènement de nouvelles classes gouvernantes capables de libérer leurs concitoyens des muselières en

les orientant sur la voie de la démocratisation. Pour ce faire, ce n'est pas au Liban que cette mission incombe, car charité bien ordonnée commence par soi-même. Nos politiciens feraient mieux de se pencher sur les problèmes du citoyen (assez graves déjà) plutôt que de fourrer leur nez là où ça sent mauvais. Le citoyen est fatigué de son statut d'otage, de leurs querelles stériles (toujours pour les autres). Le Libanais veut disposer d'un réseau routier praticable en voiture et non à dos d'âne ; de réformes aidant à sortir du sous-développement à court ou à long terme. Le Libanais ne veut plus des hurluberlus ou des dons Quichottes cherchant à faire basculer des régimes ou à démolir le mur de Chine. Le citoyen veut connaître l'identité du voleur lorsque vol il y a, du criminel lorsque crime il y a, celle du faussaire lorsque falsification il y a et le coupable lorsqu'il y a une malversation des fonds publics. Nous voulons voir ce pays géré, dans le cadre de la Constitution et des lois, par un gouvernement cohérent et productif, capable de juguler les frustrations sociales dont pâtissent les citoyens, ainsi qu'une politique étrangère à la mesure du pays, le Liban n'ayant ni la capacité, ni les moyens, ni le pouvoir de tenir un rôle lui permettant de modifier ou d'influencer le cours des événements. Nos problèmes pèsent déjà assez lourds et il convient de nous focaliser sur ce qui risque de nous entraîner dans des aventures aux conséquences incalculables. Dans le jeu des grands, les petits ne sont que des pions.

Mario B. HÉLOU Ancien attaché d'ambassade

Un coin de paradis sur terre

« Tu es toute belle mon amie et il n'y a point en toi de défaut. Viens avec moi du Liban, ma fiancée, Viens avec moi du Liban. » (Le Cantique des Cantiques)

Samedi 10 mars, une visite de marque nous a été accordée. La Sainte Vierge a foulé le sol libanais. Visite divine, dont le Liban a tellement besoin pour ressusciter, pour réaliser enfin qu'il ne sera jamais sauvé par toutes ces « dégradations » nuancées de ce fameux mois de mars idolâtre, mais par ce flot de personnes de bonne volonté qui croient encore à l'urgence de la construction du Royaume de Dieu, seule nécessité de l'homme qui, en se détournant, croit trouver son bonheur illusoire partout ailleurs. 50 000 personnes se sont retrouvées au Forum de Beyrouth pour accueillir la Sainte Vierge apparue à Maria, qui nous est venue de Medujorie après une hésitation de 25 ans. Tout ce noyau de croyants a été appelé à faire tache d'huile et à devenir le sel de la terre, des femmes et des hommes de foi et de lumière, une force de changement par la prière et par l'application des enseignements du Christ. Une

ambiance de ferveur, de simplicité, de joie et de sérénité, signes de la touche divine qui nous a tous envahis. Chacune des personnes présentes a été bénie et a ressenti fortement cette bénédiction. Dire que notre Sainte Marie n'a pas encore désespéré de nous, qu'elle nous porte encore comme de petits enfants pour nous mener à son Fils, Lui, « le chemin et La vie ».

De quoi a-t-on besoin, sinon de ce souffle de vie renouvelé, pour nous permettre de nous recentrer sur l'essentiel, c'est-à-dire sur Dieu ? Tel est le message de Maria, la voyante. Ne pas toujours attendre que les solutions proviennent des autres, mais commencer par soi, autour de soi. Un message d'amour et de paix, mais aussi un message de discernement et de sagesse. Tout n'a pas une valeur égale. On a des choix à faire et notre vie dépendra de ces choix, qui devraient être en correspondance avec le messa-

ge de Jésus, dans les Évangiles. Éviter les mauvaises décisions, en particulier dans le choix de nos leaders politiques, qui devraient être évalués en fonction de leur engagement moral, de leurs actes, dictés par l'amour de Dieu et le respect de tous, dans le sens d'une meilleure humanité. Créer une dynamique autre, de conversion, de paix, de prière (en l'occurrence, à travers des groupes de prière, multiplicateurs) et d'amour altruiste pour contrecarrer toutes ces pressions opposées qui vont dans le sens de l'individualisme, du matérialisme, de l'égoïsme et du renfermement. Les bras tendus et chargés de tendresse de notre Mère, la Sainte Vierge, recherchent une extension, en chacun de nous, dans notre quotidien, qui doit se transformer en espace de glorification de Son Fils Bien-aimé, alors toutes choses deviendront possibles. Rien n'est impossible à Dieu quand il est mis au centre de nos vies. La prospérité, l'uni-

té, la paix. C'est un appel à la création du Royaume de Dieu, déjà sur terre. Le paradis peut être plus proche qu'on ne croit. Telle est la volonté de notre Seigneur, et les 50 000 personnes présentes pourront semer cette bonne nouvelle autour d'elles, tout d'abord en l'appliquant. C'est toute la force de la conversion ; choisir enfin le chemin que Jésus nous a montré, dans nos pensées, dans nos cœurs et dans nos actes, parce que l'humain n'est pas morcelé, il est pétri de tout cela.

C'est ainsi que le Liban sera sauvé, par « la révolution de l'amour », par le retour à une certaine authenticité de la foi, par un certain « 10 mars » où prend naissance une nouvelle histoire d'unité libanaise, construite par la sainteté et l'ancrage en Dieu. Le Dieu d'amour incarné, crucifié et ressuscité. Dieu vivant et avec nous « jusqu'à la fin des temps ».

Carla BEJANI ARAMOUNI

Le Liban et la convivialité

Que dirais-je de la convivialité ? C'est une des plus belles grâces de la vie. Je dirais même que le paradis est fait de convivialités. Du moins, je le pense, parce que moi-même n'est revenu pour nous le dire. Disons tout de suite que, littéralement, convivialité signifie : vivre avec. Et c'est tout un art de vivre au Liban ; c'est aussi toute sa mission. J'ai toujours pensé que le

bonheur du ciel, c'est de découvrir Dieu. Et nous en avons pour toute l'éternité, puisqu'il est l'infini. De toute façon, le langage humain ne recèle pas les termes adéquats pour décrire une réalité sur laquelle il n'a pas de prise. Saint Paul, pour en parler, a dit qu'il a été élevé au septième ciel, comme si le ciel était à étages... Moi aussi, en parlant de convivialité et de ciel, j'ex-

prime en langage humain une réalité que j'ignore. Si nous aimons notre pays, c'est parce que nous le considérons comme le pays de la convivialité. Nous étions sous les bombes, dans les abris et nous trouvions le moyen de converser autour d'une tasse de café. C'est peut-être de l'inconscience. Je ne saurais le dire. Si notre pays a été choisi comme pays-message, c'est

parce qu'il porte le message de la convivialité. Si c'est le pays de la rencontre, c'est à cause de la convivialité. Et si le Seigneur a institué Son plus grand sacrement autour d'une table, c'est pour nous dire quelque chose. C'est pour nous dire : convivialité. Et c'est ce qui fait que notre pays perdure. Malgré tout.

Antoine AZAR